Appel à un cessez-le-feu à Gaza, au Liban et en Israël et à la fin de l'impunité dans un contexte de catastrophe humanitaire croissante et d'escalade des conflits régionaux

24 octobre 2024

Nous, les organisations soussignées, appelons tous les États membres des Nations unies à garantir un cessez-le-feu immédiat à Gaza, au Liban, en Israël et dans la région, et à mettre fin à l'impunité qui a permis la poursuite et l'escalade des atrocités commises par les forces israéliennes à l'encontre des civils. Sans redevabilité, il n'y aura pas de lignes rouges.

La guerre d'Israël à Gaza, qui fait suite aux attaques meurtrières menées par des groupes armés palestiniens le 7 octobre 2023, constitue le plus récent et le plus horrible déferlement de violences de l'occupation israélienne du territoire palestinien, qui dure depuis des décennies. Après une année de massacres et de destructions inconcevables, les schémas de violences contre les civils perpétrés par les forces israéliennes s'étendent et s'intensifient de Gaza au Liban, tandis que les tirs de roquettes par des groupes armés au Liban se poursuivent. Nous sommes maintenant au bord du précipice d'une dévastation encore plus importante dans toute la région.

Ne pas agir maintenant est un choix – un choix qui échouera à stopper et à prévenir de futures atrocités. La Commission d'enquête des Nations unies <u>a conclu</u> la semaine dernière qu'Israël avait commis des crimes de guerre et le crime contre l'humanité d'extermination en menant des attaques incessantes et délibérées envers le personnel et les installations médicales à Gaza, et a appelé les États membres à « <u>cesser d'aider ou d'assister à la perpétration de ces violations</u> ».

Au cours des douze derniers mois, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté quatre résolutions sur Gaza, dont une appelant à un cessez-le-feu, et la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher la commission de tous les actes relevant de l'article II de la Convention sur le génocide. La CIJ a également émis un avis consultatif selon lequel l'occupation¹ et l'annexion du territoire palestinien par Israël sont illégales, et l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution exigeant qu'Israël mette fin à sa présence illégale au sein du territoire palestinien occupé (TPO) dans un délai de 12 mois. Malgré cela, aucune de ces mesures n'a été mise en œuvre ou respectée.

Le mépris flagrant de la communauté internationale pour le droit international et l'impunité totale du gouvernement israélien à Gaza, en Cisjordanie et maintenant au Liban, ont créé de nouveaux précédents dangereux pour la conduite de la guerre.

Pour les civils des territoires palestiniens occupés, du Liban et d'Israël, cela s'est traduit par :

• Les actions militaires israéliennes tuant plus de <u>43 000 Palestiniens</u> dans le TPO et plus de <u>2 000 personnes au Liban</u>.

¹ Pour en savoir plus sur ce que le droit international humanitaire dit de l'occupation, voir le commentaire du CICR.

- Les forces israéliennes émettant des ordres de déplacement couvrant plus de 84 % du territoire de Gaza et maintenant 25 % du territoire libanais. Ces ordres, combinés aux bombardements israéliens, ont entraîné le déplacement forcé d'environ 90 % de la population de Gaza et de plus de 800 000 personnes au Liban.
- On estime à 400 000 le nombre de Palestiniens assiégés et bombardés sans relâche dans le nord de la bande de Gaza, sans accès à la nourriture, à l'eau, au carburant ou aux soins médicaux. Israël bloque l'entrée de l'aide alimentaire dans le nord de la bande de Gaza depuis le 1er octobre. (UNRWA)
- Le meurtre de <u>plus de 300 travailleurs humanitaires palestiniens et internationaux</u>, et de plus de <u>1000 travailleurs de la santé à Gaza</u> et de 95 <u>travailleurs de la santé</u> au Liban. Les forces de maintien de la paix de l'ONU au Liban sont également attaquées par les forces israéliennes (<u>FINUL</u>). Les attaques militaires israéliennes contre les hôpitaux, les cliniques et les ambulances ont décimé le système de santé à Gaza et sont <u>en train de le détruire au Liban</u>, laissant des millions de personnes sans accès aux soins.
- D'innombrables enfants et adultes quimeurent de malnutrition et risquent de mourir de faim, en raison du siège imposé à Gaza par le gouvernement israélien, qui entrave systématiquement l'acheminement de l'aide humanitaire et des services essentiels. (IPC)
- Le meurtre de près de 1 200 personnes en Israël lors d'attaques menées par des groupes armés palestiniens le 7 octobre 2023 (<u>OCHA</u>).
- Les roquettes tirées par les groupes armés palestiniens et libanais qui ont tué et blessé des dizaines de personnes (<u>Amnesty International</u>) et déplacé plus de 140 000 Israéliens.
- 101 otages sont toujours détenus par des groupes armés palestiniens et des milliers de Palestiniens sont illégalement détenus par les forces israéliennes dans des centres de détention, y compris des enfants, dont beaucoup sont introuvables et ont de fait disparu.

Nombre d'entre nous ont appelé à plusieurs reprises à un <u>cessez-le-feu</u> permanent et inconditionnel, à la libération des <u>otages</u>, à l'<u>arrêt des transferts d'armes</u> et à la <u>désescalade des tensions</u> dans la région, et pourtant la violence ne semble que s'intensifier. Une fois de plus, nous appelons tous les chefs d'État et de gouvernement, le Conseil de sécurité des Nations unies et les acteurs sur le terrain à donner la priorité à la préservation de la vie humaine avant toute autre chose en :

- Garantissant un cessez-le-feu immédiat entre toutes les parties au conflit et la fin des attaques indiscriminées qui tuent des civils et détruisent les infrastructures civiles :
- Mettant un terme aux transferts d'armes, de pièces détachées et de munitions aux parties au conflit, qui pourraient être utilisées pour commettre des violations du droit international humanitaire (DIH);
- Permettant un accès humanitaire sans entrave pour l'acheminement de l'aide vitale, y compris la nourriture, les fournitures médicales et le carburant, ainsi que la circulation en toute sécurité des civils et des travailleurs humanitaires ;
- Assurant la protection des civils contre de nouveaux déplacements forcés et le droit au retour des personnes déplacées de force. Les civils qui

choisissent de rester ou qui ne peuvent pas partir restent protégés par le droit international ;

- Assurer la libération de tous les otages et détenus ;
- Déclenchant immédiatement des enquêtes internationales indépendantes sur toute les violations présumées du droit international humanitaire et les crimes de guerre présumés commis par toutes les parties.

Les gouvernements doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à cette catastrophe croissante et au cycle de l'impunité. Il s'agit non seulement d'un impératif moral, mais aussi d'une obligation juridique. Tous les États membres doivent empêcher de nouvelles atrocités et veiller à ce que les responsables de toute violation du droit international, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, répondent de leurs actes. Ne pas agir maintenant risque d'éroder davantage les normes internationales et d'enhardir les responsables de ces crimes. Le cycle de la violence contre les civils doit cesser.

Signataires:

- ABCD Bethlehem
- 2. Access Center for Human Rights (ACHR)
- 3. AFSC, American Friends Service Committee
- 4. ALEF act for human rights
- 5. Alternatives Internationales
- 6. Amos Trust
- 7. Anglican Pacifist Fellowship
- 8. Applied Research Institute-Jerusalem
- 9. Asamblea de Cooperación por la Paz (ACPP)
- 10. Asociación Otra Escuela
- 11. Association Switzerland-Palestine (Gesellschaft Schweiz-Palästina)
- 12. Avaaz
- 13. Baytna pour le soutien de la société civile
- 14. Belgium Palestine Mental Health Network
- 15. Cairo Institute for Human Rights Studies
- 16. Caritas Internationalis
- 17. Caritas MONA (Middle East and North Africa)
- 18. CCFD-Terre Solidaire
- 19. Children Not Numbers
- 20. Christian Aid
- 21. Churches for Middle East Peace (CMEP)
- 22. CIVICUS
- 23. Clowns Without Borders Sweden
- 24. Clowns Without Borders UK
- 25. CNCD-11.11.11
- 26. Collective Aid
- 27. Comisión de Justicia y Paz de Confregua
- 28. Cordaid
- 29. Corporate Europe Observatory (CEO)
- 30. Council for Arab-British Understanding (Caabu)

- 31. Danish Refugee Council
- 32. DAWN
- 33. Egala Association
- 34. Emmaus International
- 35. Equal Legal Aid
- 36. EuroMed Rights Network
- 37. Europe Cares e.V.
- 38. European Alternatives
- 39. Fellowship of Reconciliation USA
- 40. Fenix Humanitarian Legal Aid
- 41. Firefly International
- 42. Forces Watch
- 43. FORO SALUD NACIONAL
- 44. France Palestine Mental Health Network
- 45. FSMAGH (Forum des alternatives Maroc FMAS)
- 46. Fund for Global Human Rights
- 47. Global Centre for the Responsibility to Protect
- 48. Global Network of Women Peacebuilders (GNWP)
- 49. Global Witness
- 50. Greek Council for Refugees (GCR)
- 51. HelpAge International
- 52. Hivos
- 53. Human Rights & Democracy Media Center "SHAMS"/Palestine
- 54. Human Rights Sentinel
- 55. Human Security Collective
- 56. Humanity & Inclusion/Handicap International
- 57. ICNA SISTERS CANADA
- 58. Initiatives et Changement
- 59. International Center for Transitional Justice (ICTJ)
- 60. International Civil Society Action Network (ICAN)
- 61. International Federation for Human Rights (FIDH)
- 62. International Fellowship of Reconciliation (IFOR)
- 63. International Peace Bureau (IPB)
- 64. INTERSOS
- 65. Ireland Palestine Mental Health Network
- 66. Islamic Relief Worldwide
- 67. Jewish Network for Palestine
- 68. Jewish Voice for Peace-Health Advisory Council
- 69. KAIROS Canadian Ecumenical Justice Initiatives
- 70. Kenya Human Rights Commission
- 71. KinderUSA
- 72. Knowledge Platform Security & Rule of Law
- 73. Lebanese Center for human Rights
- 74. MADRE
- 75. Mayworks Kjipuktuk/Halifax
- 76. Médecins du Monde International Network

- 77. medico international
- 78. Medicus Mundi Italia
- 79. Migrant Roots Media
- 80. Minnesota Peace Project
- 81. Movement for community-led Development
- 82. MPower Change Action Fund
- 83. Muslim Association of Brantford
- 84. Muslim Delegates and Allies
- 85. Musulmanas de Guatemala por Palestina
- 86. NO NAME KITCHEN
- 87. Nonviolence International
- 88. Nonviolent Peaceforce
- 89. Norwegian Refugee Council
- 90. Olof Palmes Internationella Center
- 91. Omega Research Foundation
- 92. Oxfam
- 93. Palestinian Assoc. of Brantford
- 94. PAX
- 95. Pax Christi Australia
- 96. Pax christi Deutsche Sektion
- 97. Pax Christi England and Wales
- 98. Pax Christi Flanders
- 99. Pax Christi International
- 100. Pax Christi Scotland
- 101. Pax Christi USA
- 102. Peace Boat
- 103. Peace Direct
- 104. Peace SOS
- 105. Peace Watch Switzerland
- 106. Peace, Justice, Sustainability, NOW!
- 107. People's Health Movement (PHM)
- 108. Permanent Peace Movement
- 109. Plan International
- 110. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
- 111. Polish Medical Mission
- 112. Première Urgence Internationale
- 113. Progressive Democrats of Pennsylvania
- 114. Protection International
- 115. PVE Works
- 116. Quakers in Scotland (Religious Society of Friends)
- 117. Resource Centre for human Rights & Civic Education (CHRICED)
- 118. ReThinking Foreign Policy
- 119. Rethinking Security
- 120. Righting Relations Canada
- 121. Saferworld
- 122. SAM Organization for Rights and Liberties

- 123. Seenaryo
- 124. Share The World's Resources
- 125. SOS Children's Villages UK
- 126. Ster Organization for human development
- 127. Syrian Network for Human Rights (SNHR)
- 128. Tamkeen for Legal Aid and Human Rights
- 129. Terre des Hommes Netherlands
- 130. The Advocacy Academy
- 131. The Dallaire Institute for Children, Peace, and Security
- 132. The Desmond and Leah Tutu Legacy Foundation
- 133. The International Federation for Rights and Development IFRD
- 134. The Kvinna till Kvinna Foundation
- 135. The Namibia NGO Forum Trust
- 136. The National Organization of Yemeni Reporters SADA
- 137. The socio-economic Justice Initiative-MAAN
- 138. The Syria Campaign
- 139. Train of Hope Dortmund e. V.
- 140. UK Palestine Mental Health Network
- 141. United Nations Association UK (UNA-UK)
- 142. University Network for Human Rights
- 143. US Council of Muslim Organizations (USCMO)
- 144. Vision GRAM-International
- 145. War Child
- 146. WESPAC Foundation, Inc.
- 147. WeWorld
- 148. WILPF US
- 149. Women for Women International
- 150. Women's International League for Peace & Freedom-Minnesota, USA, Branch
- 151. World Organisation Against Torture (OMCT)
- 152. Yemen Relief and Reconstruction Foundation
- مؤسسة لاجلك للاستجابة والتنميه 153.
- مؤسسة مدافعات للحقوق والحريات . 154.